



Contre une bureaucratisation du marché du logement

L'initiative « Davantage de logements abordables », sur laquelle la population suisse se prononcera le 9 février 2020, exige une intervention massive de l'Etat dans un marché du logement qui fonctionne bien. Le nouveau dossier politique consacré à ce sujet montre que cette initiative est plus nuisible qu'utile, surtout pour les locataires.

L'initiative « Davantage de logements abordables » de l'Association suisse des locataires (Asloca) exige d'inscrire dans la Constitution fédérale qu'au moins 10% de tous les nouveaux logements soient à l'avenir construits par des maîtres d'ouvrage d'utilité publique. Elle exige en outre qu'un droit de préemption soit accordé aux cantons et aux communes. L'Etat devrait donc intervenir beaucoup plus fortement sur le marché du logement qu'il ne le fait aujourd'hui.

economiesuisse rejette clairement ce projet. Dans l'ensemble, le marché suisse du logement fonctionne bien aujourd'hui. De plus, les cantons et les communes ont déjà suffisamment de possibilités de soutenir les maîtres d'ouvrage d'utilité publique là où il y a des problèmes régionaux ou locaux. Avec ses quotas rigides et le droit de préemption au profit de l'Etat, l'initiative entraverait le marché et ralentirait la construction, ce qui se répercuterait négativement sur les loyers. Ces différents problèmes sont examinés plus en détail dans le nouveau dossier politique relatif à la votation.

Le nouveau dossier